

Le quartier de Berriat-Saint-Bruno à Grenoble: Une gentrification inachevée ?



Graffiti à Berriat – Auteur: Tahera Bilger

BILGER Tahera
CHARBONNIER Margaux
KERGONOU JIMENEZ Thomas
LECOEUR Guillaume

Rapport de stage de terrain, Année Universitaire 2017-2018

Département Géographie et Territoires

Ecole Normale Supérieure



Introduction

Phénomène étudié et conceptualisé à l'origine pour décrire le processus d'embourgeoisement de quartiers ouvriers à Londres par l'accession-rénovation des classes moyennes et aisées et l'exclusion des anciennes populations (Glass, 1964), la gentrification a s'est affirmé comme grille de lecture et d'analyse des transformations sociales observables dans les centres anciens de nombreuses grandes villes et la transformation du parc immobilier qui en est le principal levier. Le concept de gentrification peut être mobilisé pour évoquer le quartier Berriat Saint-Bruno à Grenoble, un ancien faubourg ouvrier au nord-ouest de Grenoble ayant acquis depuis quelques années une place centrale dans l'agglomération grenobloise. Cette gentrification du quartier est le résultat d'une implication forte des pouvoirs publics pour répondre aux diverses crises auxquelles fait face Berriat à partir de la deuxième moitié du XXe siècle, en raison d'une désindustrialisation accélérée. (Giroud, 2007).

Comment se manifestent les politiques de revalorisation de Berriat entreprises par les différentes municipalités au cours du temps ? Quels furent leurs impacts réels sur la transformation du quartier ? Comment s'est articulé le jeu des différents acteurs autour de cette gentrification (pouvoirs publics, investisseurs, associations d'artistes, résidents) ?

Pour répondre à la crise que connaît Berriat à partir des années 1970 (fermeture d'industries, vieillissement du parc de logement etc.), les pouvoirs publics répondent tout d'abord par des mesures de réhabilitation du logement avant d'amorcer une politique fondée sur l'attraction d'investisseurs et de capitaux à partir de 1983. Le projet de ZAC Europole incarne ce changement de politique. Enfin, une dynamique de gentrification bien différente se met en place dans les années 1990 - initiée par de nouveaux acteurs mais présentant des effets convergents: on assiste à une progressive colonisation culturelle du quartier sous l'effet de l'exploitation d'anciennes friches industrielles par des collectifs d'artistes, qui contribuent ainsi à redéfinir l'identité de Berriat.

I. Un quartier central dégradé, faisant l'objet d'opérations volontaristes de gentrification de la part des pouvoirs publics

1. Une centralité de fait, en mal d'attractivité

Le processus de gentrification se caractérise, entre autres, par le réinvestissement d'espaces au bâti dégradé, dont la position de centralité en font un investissement promis à une forte plus-value ; or, Berriat Saint-Bruno a longtemps été en position de périphérie dans l'agglomération grenobloise. Ce faubourg qui concentrait, à la veille de la Première guerre mondiale, la majorité des industries grenobloises, était doublement séparé de la ville-centre bourgeoise : par la voie ferrée traversant le cours Berriat, surnommée « La Barrière », et dans les mentalités. Dans sa thèse, Matthieu Giroud cite ainsi une anecdote rapportée par C-A Roux : *« une fois passée la voie ferrée, les femmes de Berriat pouvaient de nouveau se mettre « en cheveux » (quitter leurs chapeaux) se sentant de nouveau « chez elles » ; inversement, pour la bourgeoisie de la ville, le passage de « la Barrière » de la voie ferrée marquait l'entrée dans le quartier ouvrier et peuplé de Grenoble, un quartier à la réputation dont il fallait se démarquer »*. La discontinuité physique, de même que la différence de fonctions, faisaient de Berriat une périphérie répulsive.

C'est du fait de l'extension urbaine la ville de Grenoble en direction du sud, particulièrement après la Seconde Guerre mondiale, que Berriat se retrouve à occuper une position centrale dans l'agglomération grenobloise : la croissance démographique et les différentes phases d'urbanisation (d'abord par des promoteurs, puis, dans les années 60, dans le cadre d'un urbanisme planifié sur fond d'utopie sociale) provoquent un « boom immobilier » qui finit par intégrer les noyaux urbains des communes limitrophes dans l'agglomération.

Le quartier de Berriat devient à cette occasion une centralité de fait, de par sa localisation, tout proche de la ville centre et des quais du Drac : mais le caractère central d'un lieu est également symbolique, étroitement lié aux représentations dont il fait l'objet et qui conditionnent son attractivité : or, malgré le retour du tramway en 1987 qui relie le Cours Berriat au centre historique et au reste de la ville, l'image du quartier évolue peu dans les mentalités des Grenoblois. La surélévation de la voie ferrée a transformé la « Barrière » en « Passerelle », mais la discontinuité symbolique est toujours présente. Elle est d'autant plus renforcée par la concentration, suite à la désindustrialisation du quartier, de populations immigrées d'origine maghrébines entassées dans un bâti très dégradé, amalgamées à l'image du quartier comme lieu de trafics et de deals en tous genres.

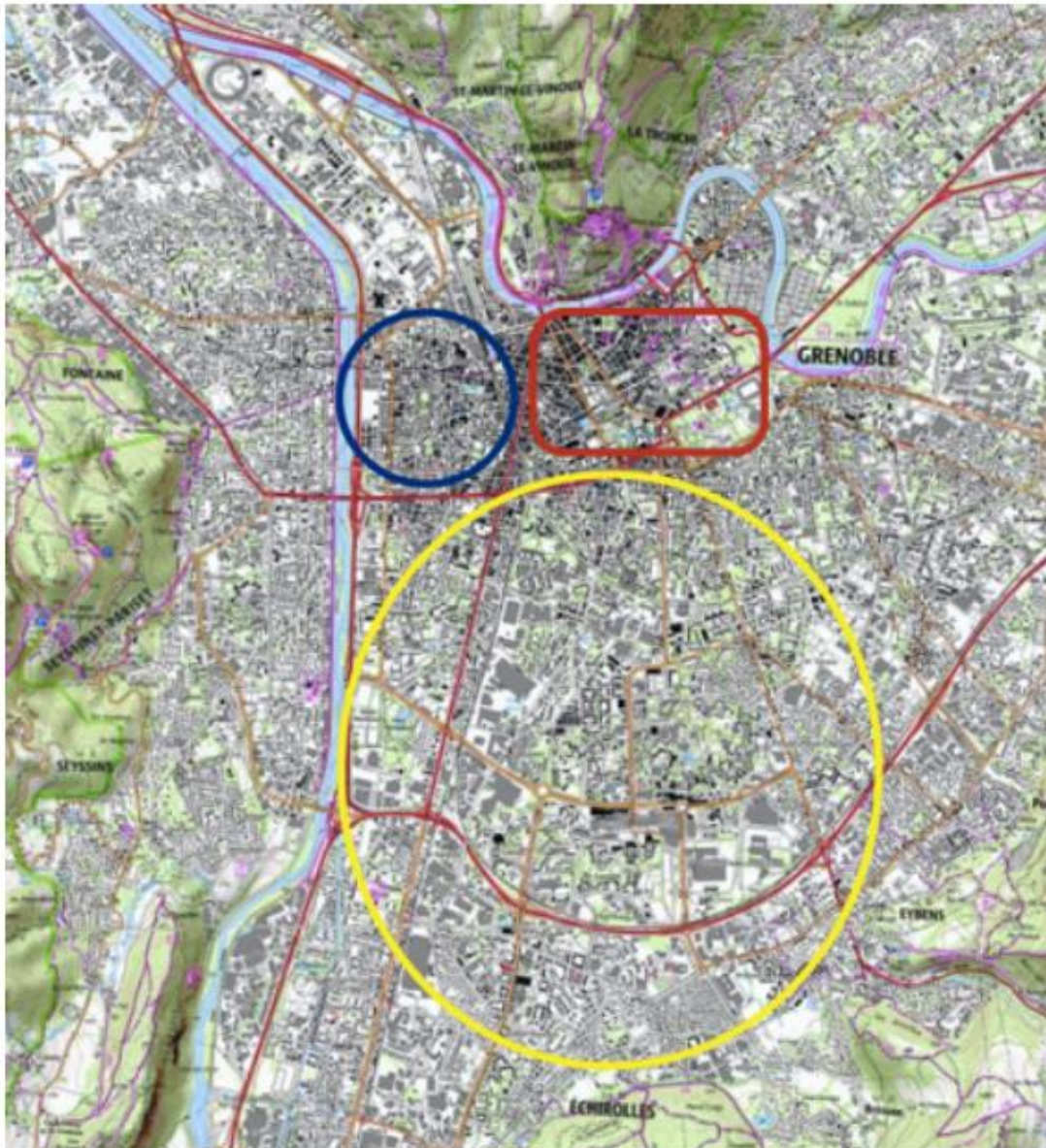
Berriat Saint-Bruno dans l'agglomération grenobloise en 1950



Légende

- : Quartier de Berriat
- : Centre-ville historique

Berriat Saint-Bruno dans l'agglomération grenobloise en 2017



Légende

- : Quartier de Berriat
- : Centre-ville historique
- : Extension de l'urbanisation vers le sud au XXe siècle

Une démarche volontariste de gentrification de la part des pouvoirs publics

La gentrification de Berriat Saint-Bruno est largement impulsée par les pouvoirs publics locaux, qui réagissent dès les années 1960 à la dégradation progressive du quartier, due à plusieurs facteurs – fermeture de nombreuses usines entre 1976 et 1978, décroissance démographique, dégradation et vieillissement du parc de logements et enfin, altération générale du cadre urbain. Les diverses politiques mises en place dans les années suivantes à Berriat auront deux axes majeurs

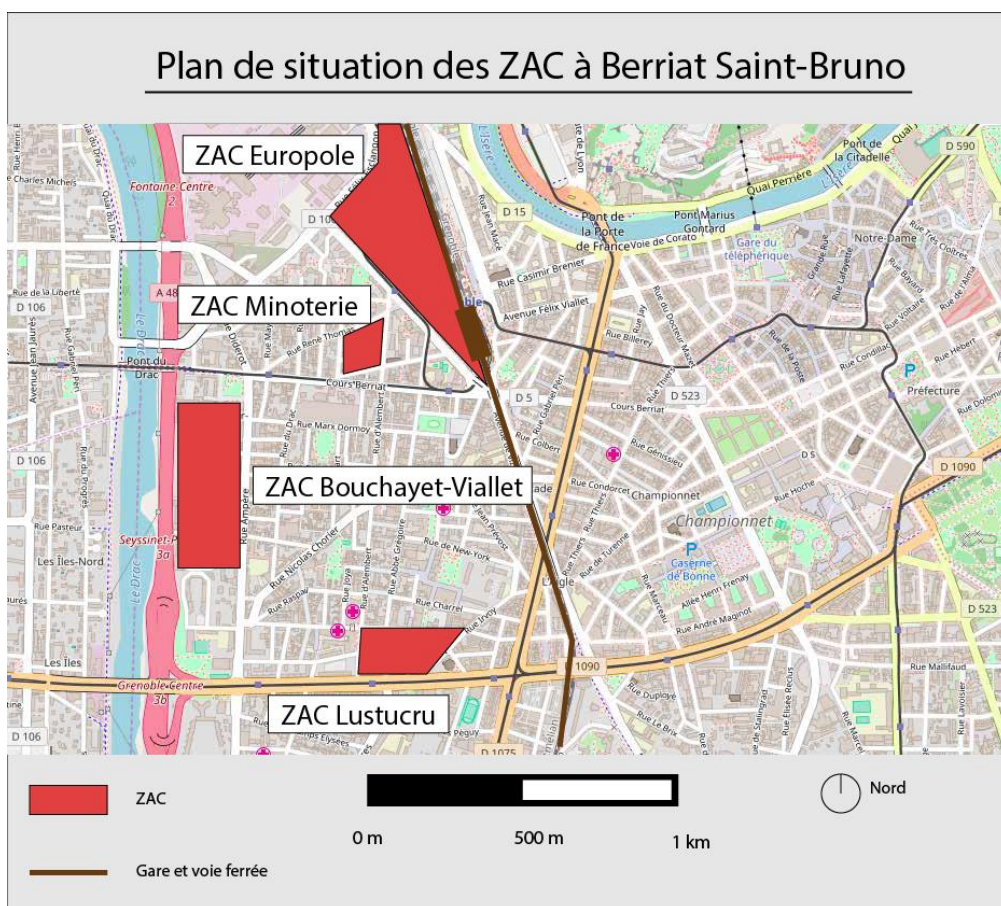
d'intervention : des actions sur le parc de logements d'une part (afin de rénover l'habitat et de contrôler éventuellement le peuplement du quartier), et des actions visant à produire de nouveaux espaces, par des politiques de réaménagement d'anciennes usines notamment.

Tout d'abord, la stratégie du maire socialiste Hubert Dubedout, élu en 1965, passe essentiellement par un **programme volontariste d'intervention sur le logement** : l'objectif est de réhabiliter le parc de logements de Berriat, fortement dégradé, tout en s'efforçant de maintenir sur place les habitants, afin de préserver l'identité populaire du quartier. Grenoble fait alors partie des premières villes françaises à s'engager dans de tels programmes de revitalisation du centre-ville par le biais d'une politique d'amélioration de l'habitat. Très concrètement, cette politique passe tout d'abord par des incitations aux propriétaires privés à rénover leur logement, dans le cadre d'une Opération Groupée de Restauration Immobilière (OGRI). Cependant, face à l'échec relatif de ces mesures, la municipalité décide d'agir de manière plus directe et lance une OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat), qui se traduit par un ensemble de mesures visant à maîtriser la transformation du quartier (adoption d'un Plan d'Occupation des Sols strict, par exemple) tout en accélérant la rénovation de l'habitat.

Néanmoins, ce premier essai de revitalisation du quartier connaît un succès modéré et Berriat reste confronté à la présence de nombreuses friches industrielles et d'îlots d'habitat dégradé, dans un contexte de poursuite de la déprise démographique. L'arrivée d'A. Carignon (RPR) à la mairie de Grenoble en 1983 se traduit par la mise en place de politiques qui se veulent radicalement opposées à celles de son prédécesseur. L'objectif est désormais d'inscrire Grenoble au rang des grandes métropoles européennes : A. Carignon lance ainsi un ensemble de mesures fondées sur **l'attraction d'investisseurs et de capitaux** afin de booster la compétitivité de la ville de Grenoble, dans une logique libérale et de concurrence des villes à l'échelle européenne et mondiale. Les potentialités foncières de Berriat – en raison de la présence de nombreuses friches vacantes –, et le caractère labile de son électorat en font une cible privilégiée dans le programme d'intervention urbaine de la nouvelle municipalité. Dans ce cadre, le logement continue à jouer un rôle tout particulier dans l'objectif de « reconquête urbaine » du quartier de Berriat. La municipalité cherche à poursuivre la politique de rénovation de l'habitat, notamment dans les espaces centraux de Berriat, qui constituent un fort enjeu en termes électoraux ; le maintien de la population sur place ne constitue plus du tout un axe de l'opération de reconquête urbaine menée par la ville qui ne cache plus son désir d'attirer de nouveaux habitants, issus des classes moyennes et aisées, dans un désir de stabilisation son électorat. Cette politique s'appuie essentiellement sur des rénovations privées, et sur la réduction des contraintes réglementaires en matière de construction, qui laisse davantage de place au libre-jeu du marché. Les effets de ces mesures sont efficaces, et la part de la population ouvrière à Berriat chute rapidement (entre 1968 et 1999, le nombre d'ouvriers dans la population active du quartier passe de 44,1% à 12,4%), cette efficacité pouvant être expliquée par le fait que le quartier comptait très peu de logements sociaux.

Cette action sur le logement se double de mesures visant à produire de nouveaux espaces dans le quartier, dans une logique permanente d'attraction d'investisseurs et de promoteurs privés. Grenoble choisit ainsi de lancer des opérations de grande envergure, notamment dans le quartier de Berriat, qui voit la mise en place d'un quartier d'affaires en 1987, à travers le projet de ZAC (Zone

d'Aménagement Concerté) Europe. Ce vaste chantier, qui doit permettre de faire rayonner la ville et d'en faire une grande métropole européenne, entraîne une attention encore plus prononcée des pouvoirs publics sur le quartier. En effet, la municipalité affiche clairement son souhait de transformer l'offre résidentielle de Berriat afin de satisfaire les besoins de logement générés par ce nouveau centre d'affaires, et d'attirer une nouvelle catégorie d'habitants – cadres et chercheurs – dans l'ouest du quartier. Ainsi, pour A. Carignon, « il faudra que l'ouest grenoblois soit le service d'Europe » (Dauphiné Libéré, 07-07-1991). Cette volonté politique se traduit par la rénovation et destruction de nombreux immeubles dans cette partie de Berriat, qui entérine le changement socio-démographique du quartier amorcé dans la décennie précédente.

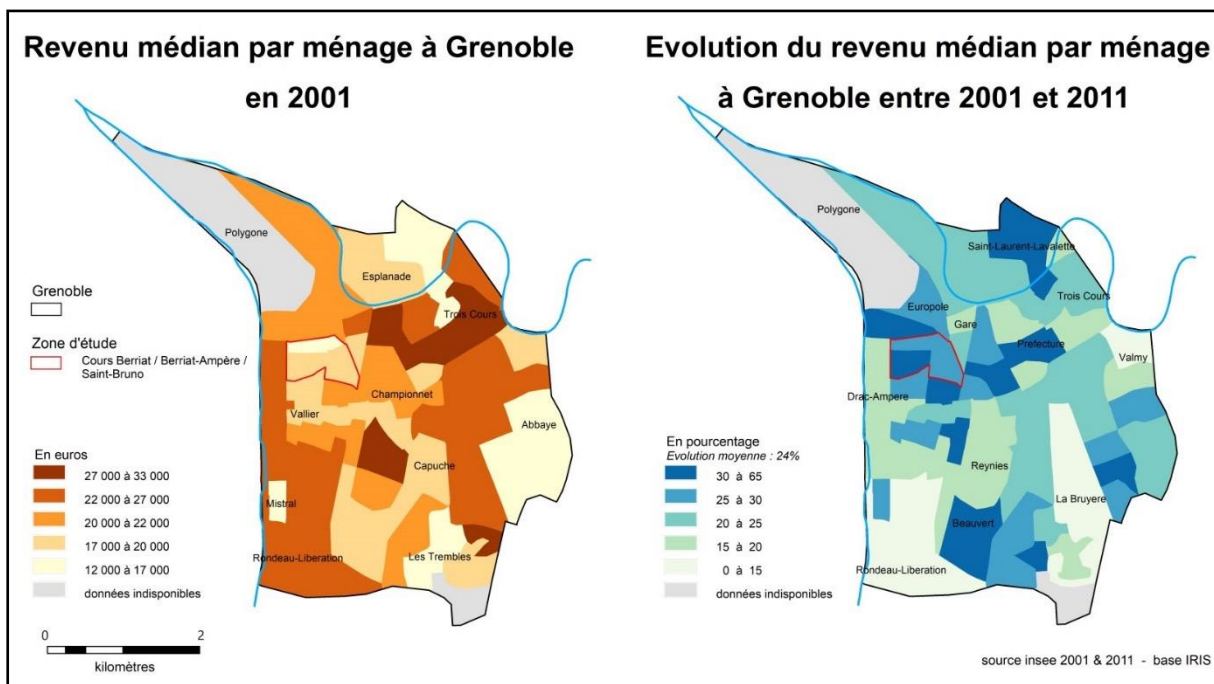


II. De la ville à métropole, les transformations socio-spatiales à Grenoble à travers le cas de Berriat – Saint Bruno

A l'image de la reconversion d'un quartier de gare désaffecté en un quartier d'affaire devenu poumon économique -le quartier Europole - , la ville de Grenoble s'est dotée au cours des années 90 de fonctions de commandement d'envergure européenne qui ont profondément remodelé le paysage économique mais aussi social de la ville. Outre le quartier d'affaire Europole, il s'agit également de noter l'extension du polygone scientifique au début des années 2000 avec le complexe scientifique Minatec, qui vient renforcer un site déjà largement reconnu à l'échelle européenne, voire internationale. La tertiairisation de l'économie grenobloise, amorcée dès les années 80, qui décrit la transition d'un tissu industriel en un système économique post-fordiste, est pour autant lente et inégale selon les territoires. Cette inégalité territoriale face à une transition toujours à l'œuvre aboutit à une géographie sociale aux frontières poreuses, entre espaces en marge et espaces attractifs. Ainsi, à travers l'exemple du quartier Berriat – Saint Bruno, quartier emblématique de cette transition, nous nous attacherons dans cette partie à décrire les transformations sociales de la ville de Grenoble des années 2000 aux années 2010.

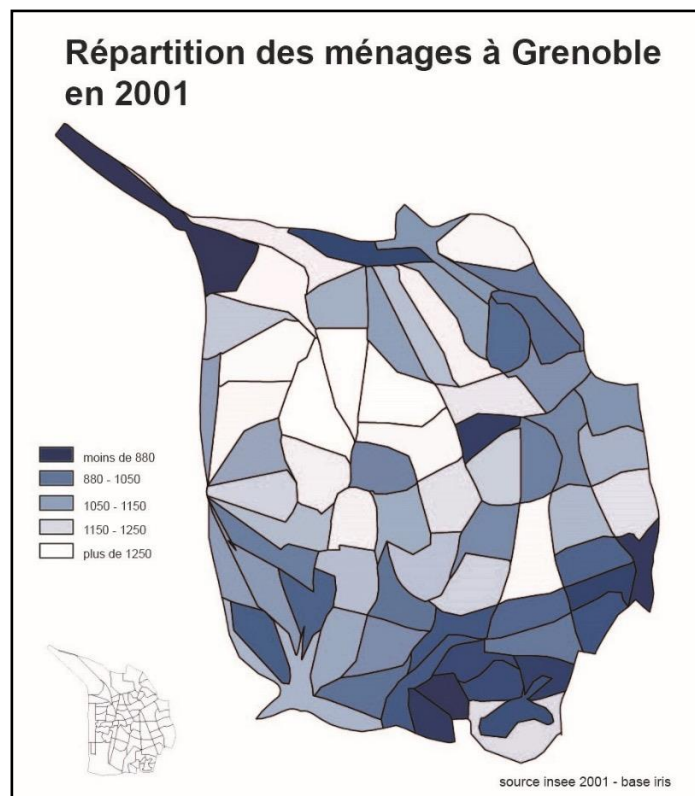
1) Grenoble : une mosaïque sociale

Appréhendée au regard de sa géographie sociale du début des années 2000, la ville de Grenoble apparaît comme une mosaïque caractérisée par l'hétérogénéité de l'espace social, ce dont témoigne la carte décrivant le revenu médian par ménage en 2001. Il s'agit tout d'abord de remarquer une opposition notable entre le centre-ancien et administratif, qui concentre les ménages aux revenus les plus importants, à l'image du quartier des Trois Cours ou encore au quartier de la préfecture, au reste de la ville. Toutefois le centre-ville lui-même connaît une dichotomie sociale entre son centre, aujourd'hui piétonnisé et marchand mais qui au début des années 2000, dégradé et avec des commerces en déclin, concentrait la tranche de population aux revenus les plus faibles de la ville, entre 12 000 et 17 000 euros. Parmi les autres quartiers aux revenus les plus modestes, se distinguent les anciens quartiers ouvriers celui des Trembles, le quartier Jouhaux-Abbaye-Teisseire-Poterne, qui s'urbanisent à partir des années 30 avec la construction des premières cités HBM à Grenoble, et également le cours Berriat, et plus largement notre quartier d'étude dont le revenu médian des ménages est inférieur de plus de 12% à celui de la moyenne de Grenoble. On note également le cas particulier du quartier Mistral, seul grand ensemble au sein de la commune de Grenoble, qui au cœur d'un projet de renouveau urbain débuté en 2001, figure comme un îlot de pauvreté au cœur de la commune.



A l'évidence, cette géographie sociale est une géographie en mouvement, comme en témoigne la carte décrivant l'évolution des revenus entre 2001 et 2011. Parmi ces évolutions, les quartiers aux revenus les plus modestes que nous avons précédemment décrits sont ceux qui connaissent les augmentations de revenus les plus importantes, supérieures à plus de 10% à l'évolution moyenne. Faisant parti de ces quartiers qui connaissent les augmentations les plus importantes, Berriat-Saint Bruno s'en distingue de par sa situation géographique centrale, auparavant aux marges du centre-ville, il se situe désormais entre cette dernière et le quartier d'affaire Europole, tous deux directement reliés par le tramway qui passe à proximité du Cours Berriat. On distingue en effet entre ces deux centralités une augmentation importante des revenus, supérieure à 30% pour le cas de Berriat Saint-Bruno, alors qu'elle est de 24% à l'échelle de la commune. On remarque par ailleurs une inégalité quant à l'augmentation des revenus au sein même de notre quartier, Berriat Ampère ayant connu une augmentation supérieure à 5% par rapport au cours Berriat et à Saint Bruno.

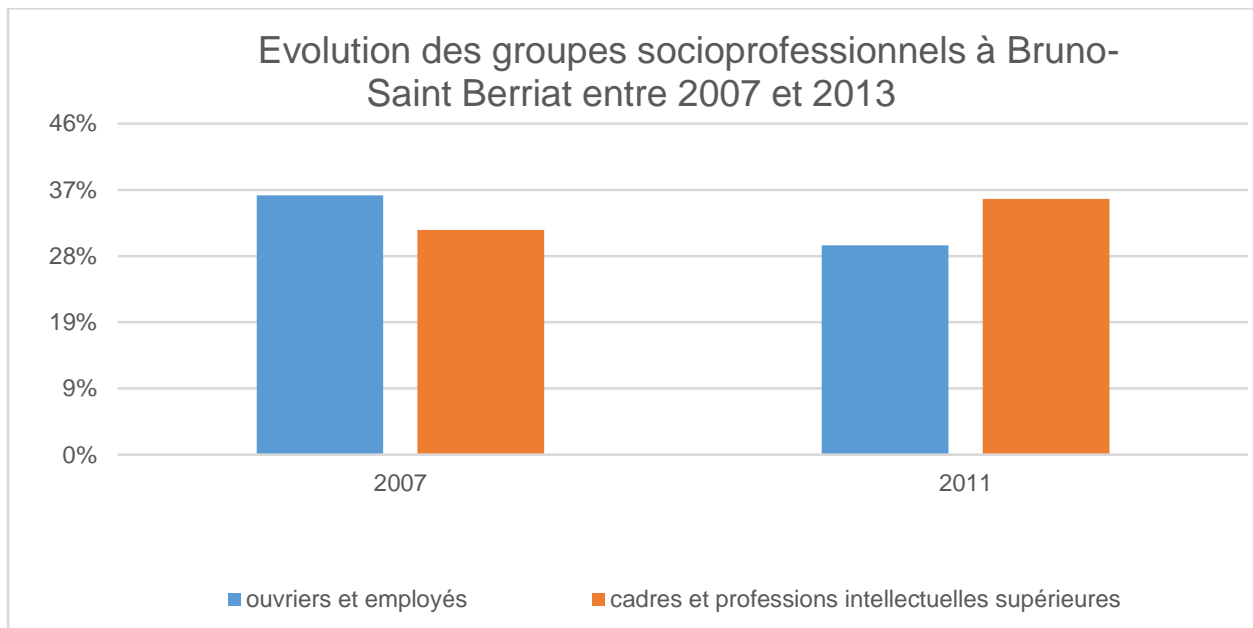
D'autre part, il s'agit également de mettre en perspective ces évolutions de la structure des revenus des ménages avec la répartition géographique des ménages considérés. Après étude de la carte représentant la répartition des ménages à Grenoble en 2001, il apparaît clairement que ces derniers se concentrent entre les deux pôles que sont le centre-ville et le quartier Europole-Gare, et notamment en premier lieu dans le quartier Berriat-Saint Bruno. Par conséquent, si on pouvait distinguer trois espaces qui concentrent l'évolution des revenus de Grenoble entre 2001 et 2011, à savoir Beauvert au sud, Saint Laurent Lavalette au nord, et la zone située entre le centre-ville et le quartier de gare Europole, au sein de laquelle se trouve notre quartier d'étude, de dernier espace est celui qui, relativement au nombre de ménages, connaît les évolutions les plus significatives.



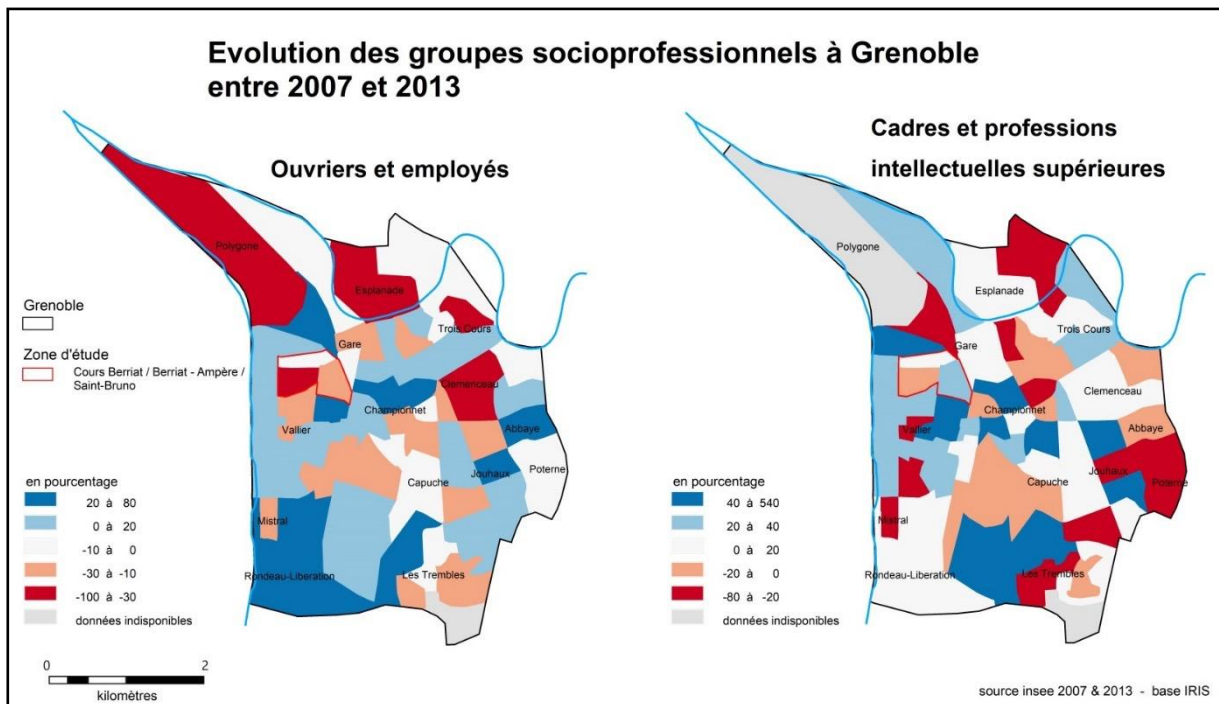
2) Embourgeoisement ou gentrification à Berriat Saint-Bruno ?

Si dans le quartier de Berriat Saint Bruno le revenu médian a évolué de manière plus importante que dans le reste de la ville de Grenoble, cela ne signifie pas pour autant qu'il s'agit d'un processus de gentrification, c'est-à-dire d'un processus visant à l'éviction d'un groupe d'habitants par un autre caractérisé par un capital économique et culturel plus important, avec différentes modalités de valorisation de l'espace urbain. Il peut en effet s'agir d'un processus d'embourgeoisement, qui se définit par une augmentation des revenus sans qu'il y ait de mobilité pour les groupes d'habitants.

Or, parmi les quartiers ayant connu une évolution plus importante que la moyenne entre le centre-ville et le quartier Europole, le quartier Berriat est l'un des seuls à voir sa population d'ouvriers et d'employés baisser et celle des cadres augmenter. Plus encore, alors qu'en 2007 les ouvriers et employés représentaient 36% de la population d'actifs du quartier et était le groupe socioprofessionnel dominant du quartier, en 2013 ils représentent moins de 30% des actifs du quartier alors que le groupe des cadres est devenu le premier avec plus de 36% des actifs du quartier.



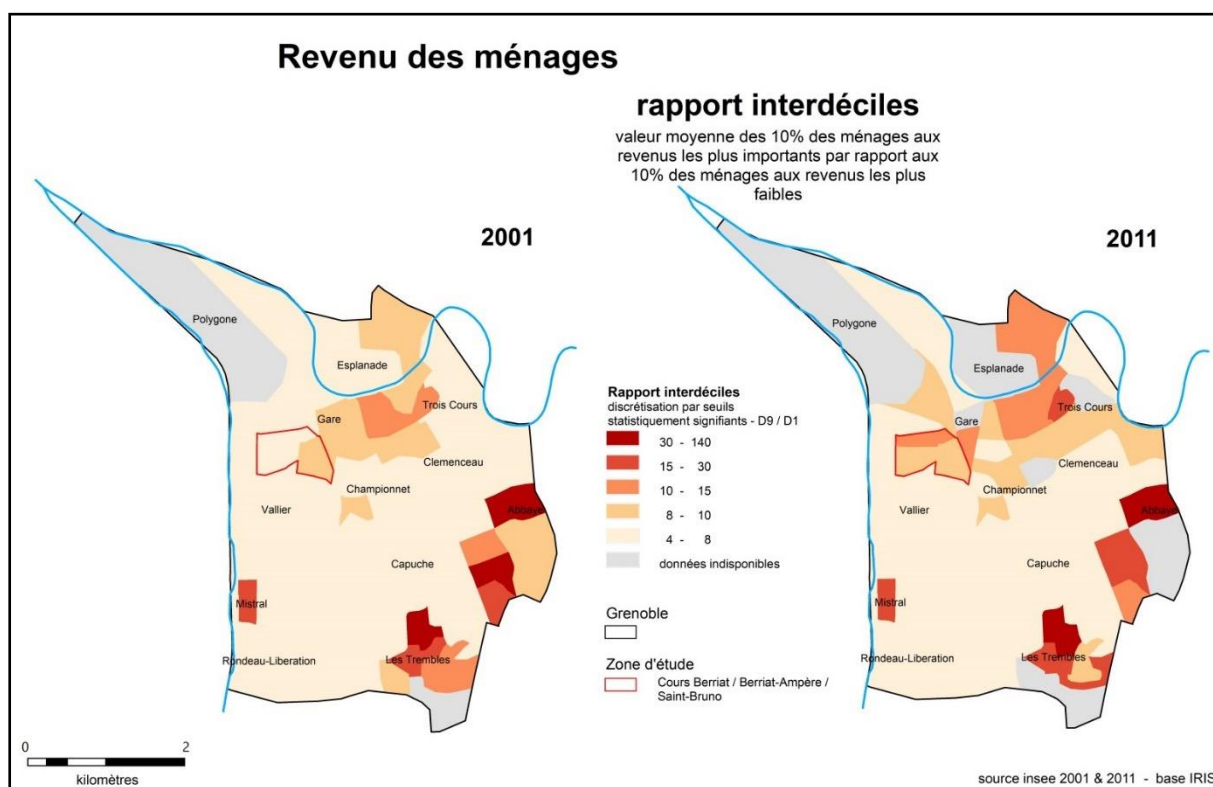
Néanmoins, ces évolutions sont à nuancer au sein même de notre quartier d'étude. En effet, si le groupe des ouvriers et employés diminue dans les trois subdivisions considérées, la dynamique est plus marquée à Berriat-Ampère et Saint-Bruno qu'au cours Berriat, mais surtout l'implantation du groupe des cadres est très différente. A Berriat-Ampère, le groupe diminue de près de 2% alors qu'il augmente de plus de 5% au cours Berriat, et surtout de plus de 18% à Saint Bruno. Ainsi, si gentrification il y a, le quartier Berriat-Saint Bruno ne peut être considéré comme étant homogène face au processus. Les évolutions qui témoigneraient d'un processus de gentrification sont en effet concentrées spatialement, autour des ZAC ou encore des espaces à valeurs patrimoniales, qui constituent des espaces à partir desquels se déploient des fronts de gentrification.



3) L'évolution des inégalités de revenus comme indicateur de la gentrification

Les inégalités de revenus au sein de la commune de Grenoble mettent en évidence la distinction que nous avons précédemment décrite à propos du revenu médian par ménage. On distingue en effet nettement le centre-ville (Notre-dame/Préfecture/Gare) et les anciens quartiers ouvriers ou grands ensembles. Pour ces derniers, les inégalités de revenu s'expliquent par la présence de revenus très faibles, alors que pour le centre-ville elle s'explique au contraire par des revenus très importants.

L'évolution des inégalités de revenu, qui peuvent selon les courants être interprétés comme de la mixité sociale (Giroud, 2015), témoignent de l'évolution de la structure sociale d'un quartier, et en d'autres termes d'un processus de gentrification. Il est ainsi intéressant de noter qu'entre 2001 et 2011, les seuls quartiers dont la structure des revenus, ou encore les inégalités de revenus augmentent de manière importante, sont ceux du quartier Berriat et d'Europole, avec l'augmentation la plus notable pour le cours Berriat, où le revenu des 10% les plus riches a en moyenne augmenté de 35% alors que celui des 10% les plus pauvres a baissé de 3%.



III. Grenoble, une « ville créative » ? Une deuxième phase de gentrification par la culture

1. Reconversions de friches industrielles et spécificités de l'artialisation de l'espace à Berriat Saint-Bruno

Parallèlement à la stratégie de valorisation de l'espace mise en place par la municipalité de Grenoble à partir des années 1980 pour promouvoir le quartier de Berriat en misant notamment sur le centre d'affaires Europole, une autre forme de valorisation urbaine se met progressivement en place, via l'artialisation de l'espace. Le quartier connaît à partir des années 1980, un mouvement d'invasion artistique, mettant en jeu de nouveaux acteurs et reposant sur l'exploitation de friches urbaines. En effet, le passé industriel de Berriat Saint-Bruno explique la présence de nombreux espaces vacants, qui donnent lieu à un certain nombre d'expériences culturelles, éphémères ou plus durables. Ces friches industrielles constituent dès lors une ressource pour ces acteurs qui contribuent également à redéfinir l'identité du quartier.



La friche correspond à un stade transitoire, et entraîne une réappropriation de l'espace en plusieurs temporalités, impliquant des acteurs variés. C. Eveno (2005) parle de « plan d'occupation de la friche en suivant les arrivées successives et l'ordre des appétits : d'abord des artistes et les marginaux, ensuite les urbanistes et les promoteurs, et pour finir les architectes et les paysagistes avant que tout soit livré à une configuration nouvelle ». C'est en effet ce que l'on observe à Berriat Saint-Bruno,

les années 1980 étant marquées par l'occupation de certaines friches industrielles par des collectifs et associations d'artistes. Le premier squat culturel grenoblois se forme dès 1982, avec l'occupation par des artistes d'une ancienne cartonnerie, au 102, rue d'Alembert. On peut également citer le cas de la brasserie de la Frise ou encore de la cité Terray, occupés temporairement par des artisans et des artistes en attente de la réalisation d'opérations immobilières. Malgré un contexte plus compliqué à partir de 1984 (le nouveau POS autorisant désormais la construction privée sur des espaces qui étaient auparavant réservés aux activités industrielles et artisanales), ce type d'initiatives artistiques se poursuit dans les années 1990, contribuant à forger l'identité culturelle de la ville.

Ces occupations suscitent des conflits et des négociations continues entre les différents acteurs impliqués – collectifs et associations, propriétaires, instances publiques et riverains. Pour reprendre l'exemple du « 102 », cet espace fut marqué par des oppositions assez fortes, les artistes étant confrontés peu de temps après l'investissement des lieux à des menaces d'expulsion, des plaintes des voisins ou encore une tentative de rachat du bâtiment. Une expulsion des lieux est même prononcée en mars 1991, suite à une dégradation des relations avec le voisinage. Mais la notoriété nationale et internationale de cet espace artistique, ainsi que le mouvement de « défense » qui s'y organise en

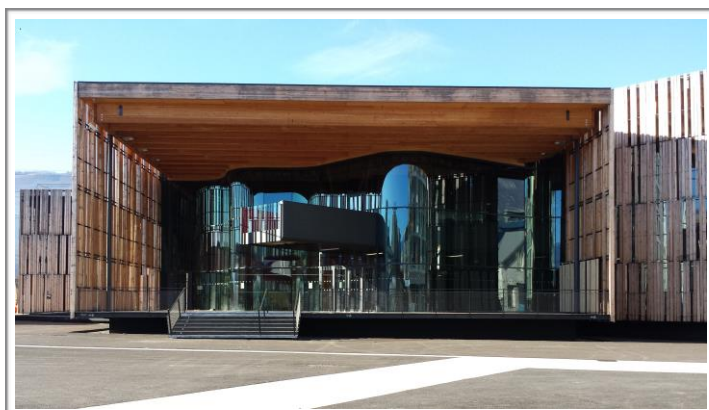
1991 avec le soutien des riverains et en réaction à la sentence de la justice, contribuent à un changement de position des pouvoirs publics, et Alain Carignon décide finalement de l'arrêt de la procédure judiciaire.

2. L'institutionnalisation : la ZAC Bouchayer-Viallet, un projet de régénération urbaine répondant aux critères de la « ville créative »

La littérature portant sur la gentrification a identifié un rôle précurseur des artistes dans les processus de gentrification (Ley, 2003) : ces populations à fort capital culturel mais faible capital économique tendent à rechercher des prix immobiliers modestes dans des quartiers anciens dégradés, tout en étant attirés par leur « authenticité » et la valeur patrimoniale du bâti. Il n'est donc pas surprenant que les pouvoirs publics choisissent d'intégrer la culture à leurs politiques de réhabilitation ; ils le font principalement de deux manières.

D'une part, par un processus d'institutionnalisation de ces formes d'occupations artistiques, les pouvoirs publics étant conscients des opportunités que représente cette « colonisation » artistique sur le renouvellement urbain du quartier. La mairie a ainsi souvent fait le choix d'accompagner ces projets artistiques, en signant par exemple avec les collectifs des « contrats d'occupation précaire » pour trois ans, comme dans le cas du « 102 ».

D'autre part, par un processus plus exogène, à travers des projets d'aménagement où la culture devient un outil parmi d'autres de rentabilisation de l'espace urbain : c'est le cas de la ZAC Bouchayer-Viallet, friche industrielle faisant aujourd'hui l'objet d'un vaste projet d'aménagement. La culture y tient une place de choix, notamment par le biais de deux équipements structurants, le Centre National d'Art Contemporain et la Belle Electrique (images ci-dessous), salle de concert dédiée aux musiques actuelles. Dans un contexte de valorisation de la culture comme élément de différenciation, preuve de la jeunesse et du dynamisme d'une ville, l'implantation de ces deux équipements à proximité du quartier d'Europole n'a rien d'une coïncidence : les jeunes actifs du CBD et les étudiants de l'EM Grenoble sont une partie du public visé par les différentes manifestations, l'idée étant de revaloriser progressivement l'image du quartier en y instaurant de nouvelles fréquentations, et de dépasser la coupure symbolique instaurée par la ligne de tramway entre le cours Berriat et le quartier d'Europole.



Les équipements culturels et l'institutionnalisation du *off* ont vocation à générer un effet d'entraînement, et à attirer de nouveaux publics vers le quartier pour alimenter une politique d'aménagement bien plus large. En effet, la ZAC Bouchayer-Viallet se caractérise par la recherche de multifonctionnalité, puisqu'elle doit accueillir à terme 60.000 m² de tertiaire, un Restaurant Inter-Entreprises, 3.300 m² de commerces, 480 logements et 100 logements étudiants. De plus, la mairie écologiste (avec à sa tête Eric Piolle, élu en 2014) a planifié des constructions de type BBC (bâtiment basse consommation).

Les ambitions de ce projet d'aménagement correspondent à celles de la « ville créative » (Vivant, 2009) : adjacente au quartier de l'Eurométropole, la ZAC veut se présenter comme un espace jeune et dynamique, incarnant des valeurs progressistes (musique contemporaine, écologie) mais dans un espace sécurisé et des logements plutôt haut-de-gamme, bien loin de l'identité industrielle du quartier. La patrimonialisation des vestiges du passé industriel de Grenoble, comme celle de l'usine AREYmond, fait écho aux processus similaires intervenus dans d'autres régions industrielles européennes comme la vallée de l'Emscher dans la Ruhr, théâtre d'une vaste exposition internationale d'architecture menée sous l'angle de la patrimonialisation : on observe dans les deux cas que le processus de patrimonialisation, qui permet la revalorisation symbolique et donc la gentrification d'un espace, ne s'accompagne nullement de la revalorisation des ouvriers eux-mêmes. C'est en tant qu'ils ont perdu leur fonction productive et qu'ils peuvent être réinvestis par des activités métropolitaines ou muséifiées que ces espaces sont revalorisés.

3. Des conflits d'usage entre gentrificateurs et habitants historiques

Cependant, le processus de gentrification n'est pas encore achevé à Berriat : anciens et nouveaux usages cohabitent. Les activités de deal sont toujours présentes, et prégantes dans les représentations des habitants : lors d'entretiens réalisés avec des élèves de l'EM Grenoble, dans le quartier voisin d'Eurométropole, une jeune fille précise que « *ceux qui vont là bas, c'est pour aller chercher des choses, quoi* », sous-entendant que le quartier est avant tout perçu comme un lieu d'approvisionnement pour les étudiants. Elle précise ne jamais s'y rendre, sauf très occasionnellement pour un concert à la Belle Électrique, et ne pas vraiment connaître d'étudiants qui y vivent, bien que les loyers y soient plus bas que dans le quartier Eurométropole.

La mairie a tenté d'associer les habitants à la réhabilitation du quartier par le biais d'un budget participatif, qui a permis de faire réaliser dans un square un jeu en bois spectaculaire surnommé « La Dragonne » : son emplacement au milieu du square Berriat est stratégique, l'endroit étant connu comme un lieu de trafics. L'adjointe à la mairie que nous avons rencontré précisait, fièrement, que des parents venaient d'autres quartiers pour faire jouer leurs enfants dans ce square. Le discours d'inauguration du maire est à cet égard éloquent



: « la Dragonne est appelée à devenir un modèle de réalisation artistique urbaine de l'Isère (...) elle jouera un rôle prépondérant dans le projet d'embellissement et d'aménagement » Elle est « symbolique de la mixité et du mieux vivre ensemble, dans une métropole qui se veut apaisée . Elle va marquer un tournant dans la vision qu'a le public du quartier Saint-Bruno ».



Pourtant, un collectif d'habitants « Grenoble, le changement » (qui semble plutôt ancré à droite, au vu de la ligne sécuritaire de nombre de leurs articles) dénonce cet aménagement comme un paravent à la dégradation grandissante du quartier, aux fermetures de magasins, et dénonce les politiques municipales à l'encontre de plusieurs institutions du quartier, comme l'association Cap-Berriat et le centre social Chorier, qui perdent des subventions.

Nombre d'habitants et militants historiques déplorent ouvertement la « boboïsation » du quartier ; c'est le cas d'une responsable de l'association Cap-Berriat, dont nous avons visité les locaux. Présente dans le quartier depuis 52 ans, cette association intervient auprès des habitants en proposant des activités artistiques et sportives, des formations à l'informatique, des rencontres, et abrite également une pépinière d'associations, dans le but de dynamiser la vie du quartier. Cependant, des conflits d'usages apparaissent, notamment entre cette association, qui prêtait des salles à des groupes de musique locaux, et les riverains propriétaires d'appartement de standing à proximité : la responsable rapporte ainsi que les répétitions hebdomadaires de batucada ont dû être stoppées après des plaintes. De même, la « Belle Electrique » est regardée d'un mauvais oeil par ces acteurs : la responsable associative se plaint de l'absence de scène ouverte, ou de toute autre possibilité pour que les jeunes soutenus par son association puissent avoir accès au matériel professionnel disponible dans une salle flambant neuve située à quelques centaines de mètres des locaux plus rudimentaires de l'association.



Locaux de l'association Cap-Berriat

Logements neufs « écologiques » à proximité



Conclusion

Par conséquent, la gentrification à Berriat Saint-Bruno constitue un exemple de politiques de valorisation impulsées non pas sur l'espace dans sa totalité, mais à partir de lieux symboliques, tels que la gare pour le projet d'Europe ou encore d'anciennes friches industrielles pour la ZAC Bouchayer-Viallet. Les espaces vacants jouent un rôle tout particulier dans la valorisation du quartier et représentent des espaces de lutte ou de coopération entre les différents acteurs qui produisent l'espace – que ce soit les acteurs publics, les investisseurs ou les collectifs d'artistes. Ce sont dans ces interstices urbains que peuvent se déployer les deux formes – endogène (transformations de l'espace par les acteurs du quartier) et exogène (récupération par les pouvoirs publics et politiques de "reconquête urbaine") - de gentrification et que s'affirme également l'identité culturelle du quartier, qui accentue le phénomène de valorisation symbolique de Berriat au détriment de la valorisation de ses anciens habitants.

Bibliographie

Charles Ambrosino, Lauren Andres « Friches en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace », *Espaces et sociétés* 2008/3 (n° 134), p. 37-51.

Matthieu Giroud, « *Résister en habitant ? : renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)* » Thèse de doctorat en géographie, Université de Poitiers, 2007.

Matthieu Giroud, *Mixité, contrôle social, et gentrification*, La vie des idées, 2015. Disponible sur : <http://www.laviedesidees.fr/Mixite-contrôle-social-et-gentrification.html>

Ruth Glass, *London, aspects of change*, 1964

Elsa Vivant, *Qu'est-ce que la ville créative ?*, PUF, 2009.

Sites internet :

Ville de Grenoble : <http://www.grenoble.fr/547-bouchayer-viallet.htm>

Association Cap Berriat : <http://www.cap-berriat.com>

Collectif Grenoble Le Changement : grenoble-le-changement.fr